



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 20 AVR. 2023**

portant prescriptions complémentaires à la société EVONIK à Lauterbourg concernant  
le classement ICPE du site et la constitution de garanties financières (événements accidentels) relatives  
aux installations SEVESO seuil haut

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 autorisant la société Evonik à exploiter ses installations à Lauterbourg ;
- VU** le courrier du 26 septembre 2016 de l'exploitant demandant le bénéfice des droits acquis suite à la création des rubriques 4xxx ;
- VU** le courrier du 15 avril 2021 de l'exploitant se positionnant sur les quantités et seuils associés des activités ICPE notamment pour les rubriques 4510 et 4511 ;
- VU** le courrier du 7 janvier 2021 de l'exploitant de proposition de constitution des garanties financières, complété le 23 mai 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la situation administrative décrite dans l'arrêté préfectoral de 2015 n'est plus le reflet de l'activité, notamment suite à l'introduction des rubriques 4xxx, et qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que le montant des garanties financières doit être fixé par arrêté préfectoral pris en application des articles R.516-1 et R.516-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le calcul effectué par l'exploitant donne un montant des garanties financières de 755 048,67 €, destiné à la mise en sécurité des installations classées en cas d'évènement accidentel ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté du 19 octobre 2015 est remplacé comme suit :

Numéro	Désignation des activités	A, D et rayon d'affichage	Volume
1434	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 100 m<sup>3</sup>/h</p>	DC	<p>Aire de chargement Viscoplex Aires de dépotage L003 et L005 Aire L040 de chargement/déchargement d'isotanks</p> <p>débit maximum de l'installation : inférieur à 100 m<sup>3</sup>/h</p>
1436	<p>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	DC	<p>Capacité équivalente totale stockée en réservoirs : 195 t</p> <p>Dont :</p> <p>100 t de GMAA, 55 t d'isodécane 40 t de Viscoplex dans des cuves tampon</p>
1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t</p>	NC	<p>Capacité totale de 10 m<sup>3</sup> (soude 30 %)</p> <p><b>Quantité totale présente : 16 t</b></p>
3410	<p>3410. Fabrication de produits chimiques organiques</p> <p>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que :</p> <p>b) Hydrocarbures halogénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes</p>	A	<p>L007 / L040</p> <p>Production annuelle : 45 000 tonnes (maximale journalière 139 tonnes)</p>

Numéro	Désignation des activités	A, D et rayon d'affichage	Volume
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</i></p>	E	<p>Produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toluène : <ul style="list-style-type: none"> <li>. un réservoir 32 t</li> <li>. un réservoir de toluène distillé : 10 t</li> </ul> </li> <li>- 1-décène : réservoir de 21 t</li> <li>- 2 isotanks sur l'aire isotanks. Maxi = 2 x 20 t = 40 t</li> <li>- Produits finis (Viscoplex 9-5XX) : 16 t (dans le bac tampon ou conditionnés en fûts)</li> <li>- deux cuves tampon de MMA ou BMA : 1+ 5 = 6 t</li> <li>- 4 t de GAA en IBC pour production de monomères</li> </ul> <p><b>Quantité totale : ~ 140 t</b></p>
4421	<p>Peroxydes organiques type C ou type D.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 125 kg mais inférieure à 3 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 150 t.</i></p>	D	<p>Stockage d'en cours de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Peroxan PB (C)</li> <li>- Trigonox 21 S (C)</li> <li>- TB PIN (D)</li> </ul> <p><b>Quantité totale : 0,4 t</b></p>
4422	<p>Peroxydes organiques type E ou type F.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 150 t.</i></p>	D	<p>Une cuve de stockage : 1,5 t  Une cuve tampon de préparation : 1t</p> <p><b>Quantité totale : 2,5 t</b></p>
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t.</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</i></p>	A (1 km)	<p><b>Quantité totale : 470 t</b></p>

Numéro	Désignation des activités	A, D et rayon d'affichage	Volume
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</p>	NC	Quantité totale : 72 tonnes

## ARTICLE 2 – DÉFINITION ET CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

La société EVONIK Oil Additives SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est au Port du Rhin à Lauterbourg (67630), constitue les garanties financières dans les conditions définies ci-après.

Le montant des garanties financières s'élève à 755 048,67 euros.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul est celui en vigueur au 1er janvier 2021, soit 792,6.

Le taux de la TVA est le taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral soit 20 %.

L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant :

Période concernée	Montant en euros TTC	Échéance de constitution
pour la période de 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	151 010 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2023
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024	151 010 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2024
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025	151 010 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2025
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026	151 010 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2026
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2026 au 30 juin 2027	151 008,67 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2027

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la caisse des dépôts et consignations, l'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant : 20% du montant initial au 1er juillet 2023 puis 10% du montant des garanties financières par an pendant huit ans.

## ARTICLE 3 – TRANSMISSION DU DOCUMENT ATTESTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Au plus tard le jour du début de la période concernée, le préfet dispose des documents attestant la constitution des garanties financières, transmis par l'exploitant. Les périodes sont détaillées à l'article 2. Ce document, ainsi que ceux produits pour le renouvellement et l'actualisation des garanties, est

conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 – RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement des garanties financières, attesté par la transmission du document défini à l'article 3, doit intervenir au moins trois mois avant leur date d'échéance.

#### **ARTICLE 5 – ACTUALISATION ET RÉVISION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel DEVP 1223490A du 31 mai 2012, au montant de référence figurant à l'article 2 du présent arrêté pour la période considérée.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

#### **ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION**

##### **6.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

##### **6.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

##### **6.3 : EXÉCUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société EVONIK OIL Additives SAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
- au maire de LAUTERBOURG.

Pour la Préfecture, par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**